

Guy Môquet de nouveau pris en otage

Non M. Sarkozy, il n'est pas question d'oublier. Ni les 27 de Chateaubriant, ni les 18 de Nantes ou les 5 de Paris qui furent aussi exécutés, ni pourquoi ils le furent !



Rappelons le contexte de ce tragique événement. Le 14 juin 1940, les troupes hitlériennes entrent dans Paris ; Pétain placé à la tête du gouverne-

ment de-mande aussitôt l'armistice signé le 22.

C'en est fini de la République ! Voici venu "l'Etat français", la Collaboration avec l'occupant nazi est installée.

Pourtant, le 18 juin, depuis Londres où il s'est réfugié, de Gaulle lance son fameux appel à la Résistance. Sur le territoire national, certains, peu nombreux, pensent à la même chose : résister... Mais comment, quand la préoccupation majeure de la population est de trouver de quoi se nourrir ?

- **Le 21 août 1941**, métro Barbès-Rochouart, premier acte en France de résistance armée : Pierre Georges (le futur Colonel Fabien) tire sur un officier allemand .

- **Le 20 octobre** à Nantes, le chef de la Kommandantur est abattu par trois jeunes résistants communistes (Brulstein, Bourdarias et Spartaco Guisco). Les nazis veulent des exécutions massives d'otages.

- **Le 21 octobre 41**, Pierre Pucheu, ministre de Pétain et dirigeant du Comité des Forges (patronat français de l'époque), choisit les 27 premiers noms d'otages qui seront livrés aux occupants.

- **Le 22 octobre**, dans la sablière de Chateaubriant (Loire-Atlantique), ces 27 hommes sont fusillés. Parmi eux, un jeune lycéen de 17 ans, Guy Môquet, fils du cheminot syndicaliste et député communiste Prosper Môquet, lui-même déporté au bagne en Algérie.

Tous ont été soigneusement sélectionnés pour leur appartenance politique et syndicale, une revanche sur les vainqueurs de 36.

Si l'idée du Président Sarkozy de faire lire, dans les classes, la dernière lettre de Guy Môquet n'était pas celle d'un politicien dont les "valeurs" sont en complète contradiction avec l'idéal de justice du jeune martyr et de ses camarades, elle pourrait rencontrer l'approba-

tion des enseignants de la CGT.

Mais l'hommage officiel conçu par le chef de la droite n'est que poudre aux yeux. Lire simplement la lettre de Guy à sa mère, quel que soit le niveau de la classe et souvent donc hors programme, c'est la déconnecter de son contexte, de l'histoire de la Seconde Guerre et de la Résistance, pour jouer exclusivement sur la dimension émotionnelle, aux dépens de la vérité historique.

Nicolas Sarkozy aime les symboles larmoyants ou axés sur le sacrifice patriotique.

Ce qui l'émeut dans cet adieu, c'est la victime de 17 ans qui écrit à sa mère avec les mots d'un enfant aimant.

Mais le fait déterminant est que ce lycéen assassiné fut un jeune résistant actif.

Si Guy a été fusillé par les nazis avec 26 camarades, c'est parce que la police française les a arrêtés, parce que tous

sont communistes et nombre d'entre eux dirigeants de la CGT.

C'est parce que nous sommes fidèles à ton combat, aux derniers mots que tu gravas sur une planche quelques minutes avant ton assassinat - "*Vous tous qui restez, soyez dignes de nous, les 27 qui allons mourir*"- que nous luttons contre celui



qui ose se servir de ton nom mais démantèle le modèle social hérité du programme du Conseil National de la Résistance, qui organise les "rafles" de parents et d'enfants pour les reconduire aux frontières, qui rêve de réduire les droits des salariés...

Les enseignants de la CGT replaceront cette lettre dans son contexte, en tireront des enseignements

pour que les jeunes d'aujourd'hui sachent que "*Résister est un verbe qui se conjugue au présent*" (Lucie Aubrac).

Philippe Guillen
(académie de Toulouse)



L'Institut d'histoire sociale de la CGT s'adresse aux enseignants

C'est peu dire que l'histoire a été sollicitée, sinon convoquée au cours de la campagne électorale.

La référence à Guy Môquet et la lecture de la lettre* qu'il écrivit à ses parents avant d'être fusillé s'inscrivent dans cette logique. Nous ne souhaitons pas développer sur les raisons qui les sous tendent : chacun peut en juger à l'aune de ses propres analyses et convictions.

L'injonction présidentielle soulève pour sa part une double question.

En premier lieu, celle de l'intervention directe du chef de l'État dans l'enseignement de l'histoire. En second lieu, celle non moins inquiétante d'une lecture décontextualisée qui, déliée, sortie de l'histoire, pourrait même conduire les élèves à des contresens.

Si lecture il doit y avoir, elle doit être re-située dans un cadre historique permettant de connaître et de comprendre le contexte et les raisons de l'engagement de ce jeune résistant communiste contre Vichy et l'occupant nazi.

* cf. BO n° 30 du 30.08.2007